N° 7293 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 26 Janvier 1896

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, 26 bis, rue des Ligne, 26 bis
(Place Notre-Dame)
TOURCOING, rue VERTE, 50

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Hors et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf avis contraire.

LE PETIT PROCUREUR DE ROBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES... 0 fr. 15 la ligne
RÉCLAMES... 0 fr. 30
FAITS DIVERS... 0 fr. 75
LOCALES... 1 fr. 50

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, 4 Place, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Dimanche 26 Janvier
l'Avenir de Roubaix-Tourcoing
commencera
LE SERMENT d'une MÈRE
Roman de A. MATHEY

La Politique Cléricale

A la veille des élections municipales, le parti clérical déjà dresse ses batteries et prépare ses habituels artifices.

Avec les cléricaux, pas de principes arrêtés, pas de règle de conduite déterminée à l'avance: on agit suivant les circonstances, suivant les considérations du moment.

Nul parti n'a plus cyniquement mis en pratique ce proverbe d'une moralité douteuse : la fin justifie les moyens.

Naguère, ils étaient monarchistes ou impérialistes: du jour au lendemain ils se sont transformés en républicains qui n'admettent même pas qu'on doute de la sincérité de leurs trop fraîches opinions.

Il y a quelques années, ils emboîtaient résolument le pas aux socialistes, faisaient élire M. Paul Lafargue à Lille, et préparaient ainsi le triomphe de M. Jules Guesde à Roubaix.

Aux élections législatives de 1893, ce sont encore eux qui ont assuré la victoire du socialiste Defontaine dans la 2e circonscription d'Avesnes.

Et nous avons vu un de leurs candidats, aux dernières élections départementales, figurer sur la même liste, à Cambry, avec un collectiviste révolutionnaire.

Aujourd'hui, les voilà qui affichent un anti-socialisme violent, et qui, chaque jour, dénoncent avec une feinte indignation ce qu'ils appellent « l'évolution radicale » du parti républicain.

La nouvelle tactique adoptée par les cléricaux est facile à percevoir. Ils ont changé leur fusil d'épaule, et c'est maintenant du côté des républicains modérés qu'ils cherchent des alliés.

Escompter l'amertume possible de ceux des républicains qui n'ont pas vu d'un œil favorable l'avènement aux affaires du cabinet Bourgeois, ils se tournent vers eux, et la bouche en cœur, la mine doucereuse et jésuitique, ils leur disent : « Oublions nos vieilles querelles, marchons la main dans la main, et dès les prochaines élections municipales, nous constaterons les effets de cette patriotique entente. »

Ainsi s'exprime M. Emile Dehau, conseiller général du canton de Cysoing, dans une lettre à l'*Echo du Nord* : et nous citons là exactement les termes de son appel.

Et l'*Echo du Nord*, aussi bien que la *Croix*, la *Dépêche* et la *Vraie France*, réproduisent la prose de l'ancien concurrent de M. J.-B. Coget avec une égale sympathie : « des alliances s'imposent, dit l'*Echo*, et l'habileté consiste à réunir « en vue d'une action commune les groupes qui, ont entre eux des affinités et des points de contact. Les idées si sages exposées par M. Dehau indiquent que des affinités existent entre les ralliés et les républicains modérés « qui se réclament des principes de « gouvernement et de l'esprit de conservation. »

Donc, l'alliance se complote entre les cléricaux et — non pas les républicains modérés —mais ceux d'entre eux, selon la restriction de l'*Echo du Nord*, « qui se réclament des principes de gouvernement et de l'esprit de conservation. »

Ce petit groupe de républicains modérés d'une espèce particulière, s'apprêtent, sous la direction du journal qui soutint MM. Le Gavrian et Lefebvre-Pontalis, à passer, avec armes et bagages, dans l'armée cléricale, et à « marcher la main dans la main » avec M. Dehau, que l'*Echo* lui-même nous représente « comme parti des confins de la droite extrême, mais ayant beaucoup appris au contact des événements. »

A la vérité, quelques scrupules encore les arrêtent. Quelque restant de pudeur les fait hésiter au moment de sauter le pas. Du moins faut-il préparer cette nouvelle palinodie, essayer de l'expliquer par quelque prétexte plus ou moins spécieux, sauver, en un mot, les apparences.

Et c'est pourquoi la *Dépêche* a imaginé, depuis quelque temps, la grande évolution radicale des républicains. C'est pourquoi la feuille cléricale nous a déshabillés l'épithète d'opportunistes dont elle nous gratifiait naguère avec tant de complaisance, a été mise au rancart. Nous sommes devenus des radicaux. Et notre astucieux confrère a même consacré un entrefilet à démontrer le farouche radicalisme de l'honorable colonel Ovigneur !

Que de détours, bons dieux! que de subterfuges, pour arriver à la conclusion de cette « alliance », au fond désirée par les deux partis en présence, mais à propos de laquelle chacun voudrait duper son complice.

Jouez donc cartes sur table, braves gens ! Apportez dans vos pourparlers plus de franchise et plus de loyauté. Ayez le courage de vos actes, et ne cherchez point de misérables excuses dans les prétendues évolutions de la politique républicaine et de l'attitude de M. le préfet du Nord.

Ce sont ni les républicains, ni M. le Préfet qui ont créé les « affinités » dont vous nous parlez, entre les cléricaux et les pseudo-républicains de l'*Echo du Nord*.

La parti républicain, dans son ensemble, n'est ni modéré, ni opportuniste, ni radical, pour nous servir de vos coutumières expressions : il est tout cela à la fois, c'est-à-dire qu'il comprend des représentants de ces diverses nuances de l'opinion républicaine.

Ses principes et ses doctrines ne varient point selon les ministères: car, chez nous, ce ne sont point des personnes soit accidentaires : seules les idées comptent, et c'est pour elles seulement que nous combattons.

Notre politique reste ce qu'elle a toujours été: résolument progressiste et réformatrice, également hostile à la réaction cléricale et au collectivisme révolutionnaire.

Il y a quelques années, ils emboîtaient résolument le pas aux socialistes, faisaient élire M. Paul Lafargue à Lille, et préparaient ainsi le triomphe de M. Jules Guesde à Roubaix.

Aux élections législatives de 1893, ce sont encore eux qui ont assuré la victoire du socialiste Defontaine dans la 2e circonscription d'Avesnes.

Et nous avons vu un de leurs candidats, aux dernières élections départementales, figurer sur la même liste, à Cambry, avec un collectiviste révolutionnaire.

Aujourd'hui, les voilà qui affichent un anti-socialisme violent, et qui, chaque jour, dénoncent avec une feinte indignation ce qu'ils appellent « l'évolution radicale » du parti républicain.

La nouvelle tactique adoptée par les cléricaux est facile à percevoir. Ils ont changé leur fusil d'épaule, et c'est maintenant du côté des républicains modérés qu'ils cherchent des alliés.

Escompter l'amertume possible de ceux des républicains qui n'ont pas vu d'un œil favorable l'avènement aux affaires du cabinet Bourgeois, ils se tournent vers eux, et la bouche en cœur, la mine doucereuse et jésuitique, ils leur disent : « Oublions nos vieilles querelles, marchons la main dans la main, et dès les prochaines élections municipales, nous constaterons les effets de cette patriotique « entente. »

Ainsi s'exprime M. Emile Dehau, conseiller général du canton de Cysoing, dans une lettre à l'*Echo du Nord* : et nous citons là exactement les termes de son appel.

Et l'*Echo du Nord*, aussi bien que la *Croix*, la *Dépêche* et la *Vraie France*, réproduisent la prose de l'ancien concurrent de M. J.-B. Coget avec une égale sympathie : « des alliances s'imposent, dit l'*Echo*, et l'habileté consiste à réunir « en vue d'une action commune les groupes qui, ont entre eux des affinités et des points de contact. Les idées si sages exposées par M. Dehau indiquent que des affinités existent entre « les ralliés et les républicains modérés « qui se réclament des principes de « gouvernement et de l'esprit de conservation. »

Donc, l'alliance se complote entre les cléricaux et — non pas les républicains modérés —mais ceux d'entre eux, selon la restriction de l'*Echo du Nord*, « qui se réclament des principes de gouvernement et de l'esprit de conservation. »

Ce petit groupe de républicains modérés d'une espèce particulière, s'apprêtent, sous la direction du journal qui soutint MM. Le Gavrian et Lefebvre-Pontalis, à passer, avec armes et bagages, dans l'armée cléricale, et à « marcher la main dans la main » avec M. Dehau, que l'*Echo* lui-même nous représente « comme parti des confins de la droite extrême, mais ayant beaucoup appris au contact des événements. »

A la vérité, quelques scrupules encore les arrêtent. Quelque restant de pudeur les fait hésiter au moment de sauter le pas. Du moins faut-il préparer cette nouvelle palinodie, essayer de l'expliquer par quelque prétexte plus ou moins spécieux, sauver, en un mot, les apparences.

Et c'est pourquoi la *Dépêche* a imaginé, depuis quelque temps, la grande évolution radicale des républicains. C'est pourquoi la feuille cléricale nous a déshabillés l'épithète d'opportunistes dont elle nous gratifiait naguère avec tant de complaisance, a été mise au rancart. Nous sommes devenus des radicaux. Et notre astucieux confrère a même consacré un entrefilet à démontrer le farouche radicalisme de l'honorable colonel Ovigneur !

Que de détours, bons dieux! que de subterfuges, pour arriver à la conclusion de cette « alliance », au fond désirée par les deux partis en présence, mais à propos de laquelle chacun voudrait duper son complice.

Jouez donc cartes sur table, braves gens ! Apportez dans vos pourparlers plus de franchise et plus de loyauté. Ayez le courage de vos actes, et ne cherchez point de misérables excuses dans les prétendues évolutions de la politique républicaine et de l'attitude de M. le préfet du Nord.

Ce sont ni les républicains, ni M. le Préfet qui ont créé les « affinités » dont vous nous parlez, entre les cléricaux et les pseudo-républicains de l'*Echo du Nord*.

La parti républicain, dans son ensemble, n'est ni modéré, ni opportuniste, ni radical, pour nous servir de vos coutumières expressions : il est tout cela à la fois, c'est-à-dire qu'il comprend des représentants de ces diverses nuances de l'opinion républicaine.

Ses principes et ses doctrines ne varient point selon les ministères: car, chez nous, ce ne sont point des personnes soit accidentaires : seules les idées comptent, et c'est pour elles seulement que nous combattons.

Notre politique reste ce qu'elle a toujours été: résolument progressiste et réformatrice, également hostile à la réaction cléricale et au collectivisme révolutionnaire.

Elle répudie hautement l'alliance préconisée par M. Dehau, parce qu'il n'y a jamais, dans ces alliances hybrides de genre, Pendant de longs mois nos hommes restèrent dans cette situation, dans la quasi-impossibilité d'envoyer des vivres à Langson.

Dès qu'un général commandant les troupes n'entrait pas absolument dans toutes les vues du gouvernement, il était remplacé par un plus de serdes militaires. On l'a essayé, en effet, et chaque fois le résultat a été fâcheux.

N'est-ce pas cette crainte, le fait en que l'Algérie est aujourd'hui ? Si on l'avait voulu, l'armée aurait fait le Tonkin. (Très bien ! très bien ! à droite.) A propos des contingents qu'il est facile de rapporter dit à peu près invariablement de chaque ci-dessus, on ne se fait pas d'idées préliminaires, d'où des difficultés parce que rien n'avait été préparé, prévu.

Or, nous avons un corps d'ingénieurs merveilleux le corps des officiers du génie, auquel je me fais gloire d'avoir appartenu. Ces officiers ont fait l'Algérie et qu'ils ont aujourd'hui, ce sont eux qui l'ont couverte d'un réseau de routes qui a transformé le pays. Nous autrons recommencé le même travail en Madagascar si on avait voulu nous y appeler, mais nous étions englobés dans la prévention générale contre les officiers du génie, et on a préféré ne pas nous employer, bien que nous fussions prêts à faire au Tonkin ce qu'on vient de nous permettre de faire à Madagascar.

A un certain moment, j'avais demandé que M. le gouverneur général, avec M. le sous-secrétaire d'Etat, nous nous rendissent à Hanoï une réunion des travaux publics qu'on avait confiés à des officiers du génie. Avec un gouverneur civil expert que M. Rousseau, avec un commandant en chef comme le général Dodds, qui va bientôt partir pour le Tonkin, la direction des travaux publics donnée aux officiers du génie produirait les meilleurs résultats, et je voudrais hâter de tous mes vœux la création de cette direction.

J'ai absolument foi dans l'avenir économique du Tonkin. Tout ce qu'on a dit de son climat est à peu près faux : le climat est bon. Comme je le disais tout à l'heure, la population est nombreuse, industrieuse. Si nous colonisons, ce sera pour rapporter à la France, c'est très certainement le Tonkin, Hanoï et Haiphong sont terres françaises ; elles n'ont pas été de représentants : j'oppose leur attitude à celle de M. Dehau, qui prétend que vous demander instamment de repousser l'ajournement qui propose M. de Mouffort. (Applaudissements.)

Rochefort et Séverine

Polémique d'injures

Mme Séverine a publié hier contre Rochefort, dans la *Libre Parole*, un article qui a fait grande sensation et dont nous croyons devoir publier quelques extraits. Mais il nous faut au préalable revenir sur la polémique qui a amené cet « abattage » en règle du célèbre pamphlétaire.

Lorsque fut arrêté M. Georges Labruyère, accusé de chantage dans l'affaire Lebaudy, la presse tout entière parut de l'existence de ce personnage. Il se livra à des commentaires plutôt désobligeants qui devaient évidemment rejaillir sur son ami de Rochefort. Ce dernier, visiblement agacé par elle, sans aucune preuve certaine, les soupçons de la justice.

Dans ses appréciations, Rochefort apporta la violence qui lui est coutumière et adressa un certain nombre de lettres à l'existence de ce dernier, et à ses relations avec Mme Séverine de « La Mère La Violette », de « Notre-Dame de la Larme à l'œil », de « Magnolette, la compagne de Sallebedil, etc. », lui reprochant d'intéresser tout le monde, attribué derrière l'épée de M. de Labruyère.

Le directeur de l'*Intransigeant* accusa alors de même Labruyère d'avoir détourné à son profit une partie des fonds remis jadis pour favoriser la fuite du polonais Padlewski, l'assassin du général russe Sellivanoff.

Mme Séverine riposta en reprochant à Rochefort de laisser mourir de faim la sœur de sa femme : lui affirma que Mme Rochefort était fille unique.

L'attaque

Enfin mercredi matin Rochefort revenant sur le compagnonnage de M. Labruyère et de Mme Séverine, disait entre autres insultes :

Puisque ainsi vous vous obstinez à me le faire, à quel titre mettait-il (M. Labruyère) l'épée à la main pour donner réparation des insultes publiées par une personne à laquelle il ne tient pas plus qu'à son linge, familial ou simplement commercial ?

Était-ce comme directeur du *Journal* ? Non, puisque celui-ci appartient à Fernand Xau et non à Labruyère.

Était-ce comme frère, comme mari, comme tuteur, comme cousin ? Non plus, Mme Séverine n'est pas parente de Polidoro à aucun degré.

Alors quel métier faisait-il et de quel droit, s'il n'en était pas formellement prié, s'immiscait-il dans des discussions qui ne le regardaient en quoi que ce soit ?

Il était donc la comme ces hercules forains que certains bourgeois paient pour aller assommer au coin des rues les gens dont ils ont à se venger ?

Il y a ainsi dans les fourrés du bois de Boulogne des femmes à qui il suffit d'en coup de sifflet pour attirer tous un quart-de-cent-kilos de muscles, de poing et quelquefois de sarin sur les promeneurs attardés. Ces assommeurs-là ont pas non plus de traités avec elles, mais ils n'en sont pas moins vus pour cela.

Voilà probablement pourquoi dans ses démêlés avec Mme Séverine parlait constamment de sa « bravoure » Pour ce qu'elle risquait, on comprend qu'elle ne se gênât pas.

Encore si Mme Séverine s'était fait suppléer par son fils, actuellement âgé de vingt-trois ans et qui occupait un emploi militaire en Indo-Chine, ou Mais vraiment l'intervention de Poidebard ne s'expliqua et ne se justifia d'aucune manière.

Toutes les lettres que nous adressera Mme Séverine ne la tireront pas de l'impasse où elle s'est fourrée. Du reste, elle ne le pas tout si elle ne sentait moins embarrassée. C'est l'impossibilité où elle est de se défendre qui explique sa prolixité.

Quant au cousin, il ne nous a pas été nécessaire de son représentant, et qui se solde par dix mille francs par an ; comprix des avances indéterminées, je ne demandais qu'à m'en rapporter à lui, vraiment, je ne croyais pas que les romans signés Poidebard se payassent aussi cher, et je ne croyais pas que ces dix mille francs passent permettre d'aller bailler des banques dans les cercles. Enfin, quand on gage !...

La riposte

Voici maintenant les extraits promis de la violente réponse de Mme Séverine :

M. Henri Rochefort, dans l'*Intransigeant* d'hier nous a fait montrer plus liche encore que d'habitude — et d'une lâcheté tellement odieuse, dans les circonstances présentes, si parfaitement nauséabonde qu'on force à croire de la rancœur que, motivé par respect envers un vieillard, mottié par dédain à l'égard d'un pitre, je n'étais imposée jusqu'ici.

Je ne m'étonnerai point de l'attitude que a prise M. Rochefort, en toute cette affaire, il est nécessaire d'établir les situations respectives, et qu'il n'y apporte du retour que parce qu'il se croyait à l'abri — sous l'égide bienveillante de la police, de la justice, dont il s'est fait l'auxiliaire bénévole, dont il se fait l'indicateur complaisant.

Qu'a-t-il attendu d'avoir en face de lui ? Un homme inconnu, de la situation autant que des ressources, jusqu'à ce qu'il se soit disculpé... et l'on se demande entre parenthèses, pourquoi M. Rochefort a « pataugé » cinq ans, avant de venir au mur de Poidebowski, les « foudroyantes révélations » que j'ai dû refuter, dans l'*Echo de Paris* d'hier, par des preuves et par des faits. Rien ne pouvait peser des roues, coups de canne, coups d'épée, coups de botte — ou matraque papier timbré.

Du toute évidence, vous avez attendu qu'on ne puisse vous répondre; et vous proférez vos injures aux oreilles d'un porte un bâillon, de qui les mains sont liguées, de qui la volonté est tenue en bride.

Voilà pour l'adversaire capitl.

Au second lieu, il y a mon : une femme, c'est-à-dire un de ces êtres sans force physique, pour lesquels, d'habitude, vos plus chères théories réclament toutes les licences imprélis que n'ont vos ou ... Lapes.

En troisième, mon fils: un pauvre enfant, qui vous fait intervenir en ce débat douloureux, sachant que, de celui-ci, vous n'avez pas vous à craindre; qu'il est, lui, retenu par l'obligation militaire; et que son officier l'enverrait « en clou », s'il avisait de lui montrer votre article en disant : « Mon officier, donnez-moi deux jours de permission pour aller gifler M. Rochefort ! »

Il n'est donc, en face de vous, que trois désarmés: ma, de par la circonstance; moi, de par mon sexe; mon fils, de par mon devoir. Bien, jugeant l'instant propice, vous frapper...

Monsieur le marquis de Rochefort-Luçay, qui vous pour ancêtres des gentilshommes, vous êtes vraiment un goujat !

Je vous le prouverai.

Quel fut donc votre rôle, dans la vie publique, qui seulement vous a donc poigné l'âme — autre que le dédain et l'ironie ? Quel fut le rôle, dans vos êtes que l'amusure ? Elle s'égaya de vos tendresses; elle s'amusa de vos aventures, évasions, réapparitions; c'était la suite du *Rocambole*, par la guerres interrompu.

Mais elle fut une entre, vous cachant sans courage; vous ayant vu de difficile et lier toujours, et toujours l'abandonner au moment critique... depuis la boutique de l'épicier de Neuilly où l'on dit leur vos colonies ... le certificat existe ! — jusqu'à l'exode dernier (Boulanger mis en demeure de choisir entre vos existences de chantage et vos existences de la fugue à Mesaz : votre patriotisme préférant les Prussiens aux Français, votre frousse s'accommodant mieux de la Prusse que de la Prusse.

Si bien qu'aux funérailles d'Eudes, parmi les lions du population, on put, sur votre toupet, voir votre mesure de tambour-major, et la hampe des drapeaux.

C'était un symptôme : il n'a fait que s'aggraver. Vous avez deux ou trois cents fidèles que mêmes les obligés — pas un de plus ! — et qui, exporte en la matière, s'entendent à s'allumer « le monde. Mais c'est tout. Le grand public, la masse bonne et honnête, vous regrette, vous trouve — et vous juge !

Vous ne regrettiez plus à son yeux, vous ne pressiez : le dernier bel enterrement. On ira, parce du Président et le ministère ayant changé, bien entendu ce sera peut-être une occasion d'embêter le gouvernement. Il y sera beaucoup de bedauds, beaucoup de curieux, beaucoup de discours.

Et puis, ce sera fini. Vos romans étant inférieurs à ceux de Cochinat : même la réédition de la *Lanterne* étant illisible; vos articles ne supportant pas le volume, il ne restera rien de vous que le souvenir d'un gnôte drôlement canaille ; l'ombre d'un pied-de-nez sur un nuy.

Après avoir parlé de l'homme public Mme Séverine examine l'homme privé et ce passage n'est pas le moins sanglant :

Voilà donc pour l'homme public. Reste à parler de l'homme privé. A quel titre M. Rochefort furait-il ces de protecteur, le protecteur-né dans l'existence des autres, pour les rappeler au respect de corrections sociales que toute ait vie outragée ?

Son premier mariage fut prononcé *in extremis*, ceci est notoire ; il est en train de divorcer d'avec sa seconde femme ; il promène à travers Paris les liaisons les plus hétéroclites : et rien n'est plus bizarre que l'accouplement dont s'esclaffent les salles du premier ; on vieillard déjà mangé de vers qui ne sont pas des *Châtiments*, essayant de nous faire prendre une vieille vessie pour une jeune lanterne!

J'ai dit. Que maintenant et vous gredin injurie, menace, invente des abominations, patauge dans l'obscénité, je m'en ai cure. « Il a son compte, » comme on dit dans le peuple. Je n'abaisse mes mains, je me lave les mains — et je me remets à ma bonne tâche de justice et de vérité.

SÉVERINE.

La responsabilité de M. Drumont

En tête de la *Libre-Parole*, immédiatement avant l'article de Mme Séverine, M. Edouard Drumont prend chevaleresquement la responsabilité de l'article. Voici quelques lignes :

Je n'ai aucune animosité contre M. Henri Rochefort. J'ai parfois toujours de lui avec justice et il a parfois des mêmes en turnes dont je l'ai discuterion but. (Bruits divers).

Je dis que le délit de recel est circonscrit par la loi et qu'on ne peut le transmettre.

Si Dupas est coupable, c'est de ne pas avoir arrêté Arton. Ayant été chargé de le faire, on ne comprend pas que dans ce cas on ait attendu si longtemps pour le poursuivre puisque l'on a eu son aveu en 1892.

Cet aveu est consigné dans une lettre publiée à cette époque, pourquoi n'avoir pas poursuivi cette époque? Dupas avait fait son rapport au ministre de l'Intérieur.

Le gouvernement savait donc quels rapports il avait eus avec Arton. Cependant il lui confie une seconde fois la mission d'arrêter les malfaiteurs des affaires étrangères, M. Develle, recommande chaudement M. Dupas à tous les agents diplomatiques et consulaires. (Très bien ! Très bien à droite. Exclamations à gauche).

M. de Lamarzelle donne la lecture de la lettre de M. Develle, accréditant Dupas. Puis il continue :

Donc pendant plus de 21 ans, mois n'a pas poursuivi, puis tout à coup sur la plainte de M. Tibbal, on se décide à agir, mais aussitôt de nouvelles influences politiques l'exigent, on met la justice en mouvement, on perquisitionne chez Dupas, on fait venir des gens prévenus dépuis trois ans (Mouvements divers).

D'après les apparences, il semblerait que le parquet est sous ordres du gouvernement.

M. le Président. — Il me semble impossible de laisser porter une telle accusation à une tribune française (Applaudissements).

M. de Lamarzelle. — J'ai dit d'après des apparences et je répète que les apparences sont là. La magistrature a le droit de poursuivre d'office et de plaintes à l'opinion publique quand elle a lésé négligé le premier devoir de Dupas. Il est dernier parce qu'il y avait des intérêts politiques en cause. (Mouvements divers).

M. le Président. — Vous dépassez votre droit. Nous n'avons pas, je le répète, le droit de produire ici des insinuations contre la magistrature.

M. de Lamarzelle. — J'ai le droit de citer un fait précis ; je le cite.

M. Meunier. — Votre interpellation retarde. (rires).

M. de Lamarzelle. — Mais revenant à M. Dupas, il n'a pas été poursuivi pendant 21 ans, il a permettait la détention préventive. On me dira que si on ne l'avait pas arrêté, on aurait accusé le gouvernement de l'avoir laissé échapper. Mais il y a bien longtemps que vous auriez pu former la bouche à tous ceux qui accusent le gouvernement et la magistrature.

Le seul moyen à prendre c'était de faire citer M. Dupas devant la cour d'assises pour diffamation et les recours auraient été faits.

Vous pouvez confondre vos accusateurs. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait. (Murmures à gauche.)

M. de Lamarzelle. — M. le président du Conseil a dit qu'il ne se sentait pas atteint... Mais c'était le président du Conseil qui en cette qualité aurait du faire la procès.

M. Garran de Balzan. — Pourquoi avez-vous voté le budget ?

M. de Lamarzelle. — Je ne comprends pas.

M. Garran de Balzan. — Oui, vous, vous ! (Rires.)

M. de Lamarzelle. — Parce que je n'étais pas président du Conseil (Rires). La vérité, c'est qu'en dessus de l'affaire Dupas, il y a une question politique. Le 18 février 1892, on interpellait le cabinet au sujet de la mission d'arrêter Arton. Vous avez répondu que vous appliquiez les lois existantes et qu'il n'y avait rien de plus à faire. Vous partiez de prémisses inexactes. Vous disiez que vous ne vouliez point closé ; mais alors se laua dans la majorité républicaine, un homme qui vous dit qu'une question politique se posait devant le pays et qu'il fallait la résoudre. Cet homme était l'honorable M. Cavaignac. Il n'y a rien à changer à ce que disait M. Cavaignac quand il réclamait un changement de système et signalait les abus de la publicité. Je rappelle ces paroles de M. Cavaignac, d'autant plus que j'ai été le premier dans le Parlement à dénoncer cette corruption de la presse.

M. de Mun. — Très bien.

M. de Lamarzelle. — Je ne comprends pas.

M. Garran de Balzan. — Oui, vous, vous ! (Rires.)

M. de Lamarzelle. — Parce que je n'étais pas président du Conseil (Rires). La vérité, c'est qu'au